
A fleur de justice

Maghreb-Machrek

Tahar Moussaoui

Liège, 2020

Egypte :
Un coup d'Etat renverse le président élu (*)
(Juillet 2013)

Commencée des années auparavant et perturbée un moment par les élections, la mobilisation populaire qui a abouti au renversement de Moubarak en janvier 2011 a continué sous diverses formes. Cette mobilisation est motivée principalement par le besoin de justice sociale et de démocratie. Or les avancées sur ces deux points sont quasiment nulles. Le mécontentement du peuple à l'égard du gouvernement et du président de la mouvance des Frères musulmans est donc légitime. Ce mécontentement alimente la mobilisation existante et en suscitera de nouvelles.

Pour les groupes sociaux dominants égyptiens (dont une partie des Frères musulmans) et leurs alliés extérieurs (Etats-Unis, Pays du Golfe, Israël), ce bouillonnement révolutionnaire est dangereux. Il implique en effet une accumulation des progrès en matière de compréhension des enjeux, de combativité et d'organisation qui menace leur domination et empêche la « stabilité » dont ils rêvent. Avec leurs alliés extérieurs, ils avaient été obligés de « lâcher » Moubarak et de trouver une alternative de moindre mal : les Frères musulmans. Ceux-ci ont en effet, par leur implantation populaire, une capacité de récupération relativement intacte et, par leur élite sociale, sont intégrés au modèle économique dominant, principalement par le biais de ce que certains appellent « l'économie de marché de bazar ».

Dans ce face à face entre les « déshérités mobilisés » et les « privilégiés inquiets », l'armée n'est pas neutre, contrairement à ce qu'on tente de nous faire croire. Elle domine de larges pans de l'économie et beaucoup de ses hauts gradés ont été parmi les principaux bénéficiaires des privatisations massives du secteur public amorcée du temps de Sadate. En interne, elle est ainsi devenue l'un des piliers de l'ancien régime. Dans les relations extérieures, elle est un élément-clé du blocus contre Gaza, de la coordination sécuritaire avec l'Etat sioniste et surtout de l'ingérence des Etats-Unis dont elle reçoit un subside de près d'un milliard et demi de dollars par an.

Or, profitant des « erreurs de gestion des Frères musulmans », c'est cette armée qui vient d'oser un coup d'Etat. Elle a renversé un président démocratiquement élu, suspendu la constitution approuvée par référendum, dissout le Sénat, procédé sans base légale à des arrestations ciblées, tiré sur des manifestants, fait taire les chaînes de télévision qui ne lui plaisent pas et, profitant d'un incident au Sinaï, fermé le passage de Rafah entre Gaza et l'Egypte – une des conséquences positives du « printemps égyptien » sur la Palestine : le desserrement du blocus.

L'armée a ainsi atteint plusieurs buts à la fois. Elle a délogé les Frères musulmans comme alternative provisoire, approfondi les divisions au sein du peuple égyptien et supprimé le minimum des minimum de la démocratie représentative : la légitimité des urnes. Elle a surtout – et c'est le plus grave - renvoyé le peuple égyptien à sa minorité et à sa passivité : il ne peut rien par lui-même, il a besoin de « sauveurs ». Ce faisant, l'armée a fait les premiers pas vers le rétablissement de l'ordre ancien. L'heure de la répression a sonné.

Le CVDT, dénonce sans détours le coup de force de l'armée et les ingérences extérieures dans les affaires intérieures de l'Egypte. Il appelle toute la société civile, d'ici comme d'ailleurs, à en faire de même. Il rappelle que le progrès en matière sociale en Egypte ne peut se faire qu'au détriment des groupes sociaux dominants dont l'armée est partie intégrante : cette armée ne peut donc nullement être une alliée du peuple. Il rappelle surtout que le progrès en matière de démocratie est précisément le progrès dans la capacité du peuple à réfléchir, à s'organiser et à agir par lui-même. Et cela, les « frères militaires » - qui détiennent le pouvoir réel - n'en veulent pas.

(*) Communiqué rédigé pour l'association *Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDT)*